

Bruxelles / Paris, 9 septembre 2016

L'agroalimentaire en Afrique du Nord : un secteur stratégique dépendant des aléas naturels

- **De nombreux facteurs favorables stimulent le secteur : la croissance démographique, la hausse de la demande en aliments transformés, des revenus par habitant plus élevés et des capacités de production améliorées**
- **Les infrastructures, le climat et les stratégies gouvernementales influencent considérablement la branche**

L'agroalimentaire dépend de plusieurs facteurs

L'agroalimentaire est un des secteurs les plus importants pour les économies nord-africaines. Bien que sa contribution à la production nationale varie dans la région, il représentait en 2014¹ 9,5 % du PIB en Tunisie, 13 % en Algérie et en Égypte et 15,6 % au Maroc. En 2015, le secteur employait 21,7 % de la population active totale en Égypte, 15 % en Tunisie et environ 40 % au Maroc.

Parmi les facteurs clés de succès figurent la croissance démographique, la hausse de la demande en aliments transformés, des revenus par habitant plus élevés et des capacités de production améliorées. Néanmoins, les conditions locales et les stratégies gouvernementales influencent considérablement les défis rencontrés par chacun de ces pays. De manière générale, les politiques publiques visant à soutenir l'agriculture et l'industrie agroalimentaire ont pour objectif principal de veiller à ce que les approvisionnements alimentaires répondent à la demande. C'est un défi de taille, exacerbé par l'explosion démographique dans la région et l'augmentation des revenus par habitant.

Alors que des progrès ont d'ores et déjà été réalisés, certains problèmes persistent. Le plus important réside dans le manque d'infrastructures, qui fait grimper les frais de transport et limite par conséquent les marges bénéficiaires. Dans certaines régions, les topographies complexes associées aux conditions climatiques difficiles rendent la culture de certains types de produits agricoles pratiquement impossible. Le déclin des prix des produits alimentaires de la région peut également dissuader de nouveaux investissements dans le secteur.

Maroc, Algérie, Égypte et Tunisie : des dynamiques contrastées

L'importance de l'industrie agroalimentaire varie entre les économies d'Afrique du Nord. Alors qu'à l'échelle régionale, le secteur arrive en tête des exportations, il n'en est pas de même à l'échelle nationale.

¹ Données du Business Monitor International

- Au Maroc, l'agroalimentaire bénéficie de subventions gouvernementales, puisqu'il contribue à près de 16 % du PIB et emploie 40 % de la population. De manière générale, le Maroc est le pays d'Afrique du Nord présentant le plus faible niveau de risque.
- L'Algérie n'est pas un producteur majeur de produits agricoles et dépend des importations alimentaires pour répondre à la demande intérieure. Confronté à l'érosion de ses réserves de change, due à la chute des prix du pétrole, le gouvernement algérien multiplie les actions pour tenter d'améliorer sa balance commerciale. Ces actions comprennent notamment la réduction des importations de produits agricoles et alimentaires.
- En Égypte, qui renoue avec la stabilité à la suite de troubles politiques de 2011-2013, l'agroalimentaire a commencé à se rétablir, surtout depuis que le gouvernement a fait du développement de ce secteur une priorité.
- En Tunisie, l'agroalimentaire joue un rôle de moindre importance en comparaison avec les autres pays de la région, le tourisme étant le principal moteur de son économie.

Des défis considérables : prix alimentaires bas et conditions météorologiques difficiles

Les prix internationaux des produits alimentaires de base ont fléchi en juillet, après cinq mois de hausses consécutifs. L'Indice FAO des prix des produits alimentaires a atteint une moyenne de 161,9 points en juillet 2016, en recul de 0,8 % (1,3 point) comparé au niveau enregistré en juin et de 1,4 % comparé au mois de juillet 2015. Pour la période janvier-juillet 2016, les prix alimentaires ont diminué de 9 % sur un an. La diminution générale de juillet est principalement due aux chutes des cotations internationales des céréales et des huiles végétales².

Les bas prix alimentaires à l'échelle mondiale représentent un défi de taille pour l'Afrique du Nord, l'agriculture étant un élément moteur de sa croissance économique. Combinée aux coûts de production élevés, au manque d'infrastructures et aux conditions climatiques difficiles, la production agricole requiert davantage d'efforts et de soutien de la part des gouvernements. Alors que la sécheresse constitue la principale menace pour les pays producteurs, El Niño (un phénomène naturel provoquant un réchauffement anormal de la surface de la mer, générant ainsi des phénomènes climatiques extrêmes) rend la production encore plus difficile en raison des fortes pluies, des inondations et des températures extrêmes. Un autre risque de phénomène naturel est celui de La Niña. Selon la FAO, les modèles climatiques indiquent désormais qu'il est de plus en plus probable que la Niña (effet inverse d'El Niño) se développe en 2016. Le cas échéant, les conséquences pourraient être une augmentation des précipitations et des inondations, notamment dans les régions déjà frappées par El Niño.

² Légère baisse de l'indice des prix des produits alimentaires en juillet, FAO, août 2016

Les conditions climatiques sont extrêmement importantes, puisqu'elles ont une incidence directe sur les niveaux des prix des matières premières des pays nord-africains. Dans ce contexte, les gouvernements de la région soutiennent leurs industries agricoles respectives par l'intermédiaire de subventions et d'investissements nécessaires à l'amélioration des infrastructures. Malgré les conditions climatiques défavorables générant une volatilité des niveaux de production, le secteur agricole présente de nombreuses opportunités. La croissance démographique, la hausse des revenus disponibles et les expansions économiques offrent toutes des perspectives de ventes plus positives. Au cours de la période à venir, ces aides pourraient se solder par une chaîne d'approvisionnement mieux intégrée, plus efficace et plus productive pour le secteur.

CONTACTS MEDIA:

Gert LAMBRECHT – T. +32 (0)2 404 01 07 Gert.lambrecht@coface.com

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

Justine LANSAC – T. +33 (0)1 49 02 24 48 justine.lansac@coface.com

A propos de Coface

Le Groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2015, le Groupe, fort de 4 500 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,490 Md€. Présent directement ou indirectement dans 100 pays, il sécurise les transactions de plus de 40 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 660 arbitres et analystes-crédit localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat www.coface.be

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

